

[Texte]

is produced in the United States, but it is sold by Theratronics.

There is a fair amount of competition out there, Mr. Hopkins. I cannot...

Mr. Hopkins: I want to know the answer to that question. I wonder if any of your officials knows the answer. Why do we not sell that particular product to the U.S.? Are they that much more aggressive or produce better or what?

Mr. Peter Hapgood (General Manager, Quality Assurance, Theratronics International Limited): The simulator and computerized tomography equipment are manufactured by a company in the United States and we are a marketing arm for the rest of the world. This company owns the rights to market that product in the United States.

Mr. Hopkins: So you do not actually make it?

Mr. Hapgood: No, we do not manufacture the simulator and the computerized tomography equipment. We are the marketing company.

Mr. Hopkins: Thank you.

- 1625

Mr. Minister, I have been very strong on the theory that the originator of these two Crown corporations should benefit in some way from the sale of these companies. My colleague, Mr. Simmons, mentioned the report of the Standing Committee on Energy, Mines and Resources. I believe you said they could do better without AECL. It seems to me that with AECL having financing difficulties, with a committee searching for ways to finance that Crown corporation, why would it not be logical to give them at least a royalty fee, some income on an ongoing basis? I think the government is concerned about open-ended finances. You mentioned it in your opening statement. Surely there is no way that any Crown corporation left behind is going to continue to pay its way without government support if all its profitable ventures are sold off to private enterprise, with nothing in return for the founder of the organization.

Mr. McDermid: I think you hit the nail on the head. If these companies stay at AECL and produce money, that money goes back into the parent company. The companies themselves do not have money to expand or get into new product lines. The so-called parent is taking funds away from these two companies that operate separately.

Mr. Hopkins: But that has never been the case, Mr. Minister.

[Traduction]

simulateurs tomographiques dont on se sert en radiothérapie, elle les vend à l'échelle mondiale. Ces simulateurs sont fabriqués aux États-Unis, mais vendus par Theratronics.

Il y a donc une concurrence assez vive pour ces marchés, Monsieur Hopkins. Je ne peux pas...

M. Hopkins: Je voudrais obtenir une réponse à cette question. Je me demande si l'un de vos collaborateurs pourrait nous éclairer. Pourquoi ne vendons-nous pas ce produit en particulier aux États-Unis? Les Américains sont-ils plus dynamiques? Leur produit est-il meilleur?

M. Peter Hapgood (Directeur général, Contrôle de la qualité, Theratronics International Limitée): Le simulateur et l'équipement tomographique informatisés sont fabriqués par une compagnie américaine. Nous nous occupons de la commercialisation de ces produits dans le reste du monde. Cette compagnie détient les droits de commercialisation de ce produit aux États-Unis.

M. Hopkins: Donc vous ne fabriquez pas ces produits?

M. Hapgood: Non. Nous ne fabriquons ni le simulateur ni l'équipement de tomographie informatisé. Nous agissons en qualité de société de commercialisation.

M. Hopkins: Merci.

Monsieur le ministre, je suis fermement convaincu que l'organisme qui a été à l'origine de ces deux sociétés de la Couronne devrait profiter d'une façon quelconque de leur vente. Mon collègue, M. Simmons, a mentionné le rapport du Comité permanent de l'énergie, des mines et des ressources. Pour votre part, vous avez déclaré qu'elles pourraient mieux se tirer d'affaires sans l'AECL. Étant donné que l'AECL connaît des difficultés financières et qu'un comité cherche des moyens de financer cette société de la Couronne, ne serait-il pas logique qu'elles reçoivent une forme de revenu permanent, à tout le moins une redevance? Comme vous l'avez mentionné dans votre déclaration préliminaire, le gouvernement voudrait éliminer dans la mesure du possible des engagements financiers non limitatifs pour le Trésor fédéral. Chose certaine, il est impossible qu'une société de la Couronne rendue squelettique par la vente de ses volets les plus rentables au secteur privé puisse continuer à fonctionner sans l'aide du gouvernement, surtout si elle ne touche aucune redevance à titre d'organisation fondatrice.

M. McDermid: Je pense que vous avez mis le doigt sur le problème. Si ces compagnies restent dans le giron de l'AECL et qu'elles engendrent des rentrées d'argent, cet argent est versé à la société mère. Les compagnies elles-mêmes ne reçoivent pas d'argent pour prendre de l'expansion ou lancer de nouveaux produits. C'est la société mère, si l'on peut dire, qui s'approprie les revenus tirés de ces deux sociétés qui fonctionnent séparément.

M. Hopkins: Cela n'a jamais été le cas, monsieur le ministre.